Les sionistes décident-ils de tout ? Aux États-Unis, ce ne sont pas les électeurs qui remportent les élections, mais les donateurs. La démocratie aux États-Unis et dans l'Union européenne n'est qu'une farce.

Par Frank , 27 novembre 2026

Les sionistes décident-ils de tout ? Aux États-Unis, ce ne sont pas les électeurs qui remportent les élections, mais les donateurs. La démocratie aux États-Unis et dans l'Union européenne n'est qu'une farce.

Le colonel Douglas Macgregor évoque les 250 ans de la république américaine, la guerre contre l'Iran et l'évolution des rapports de force mondiaux



Par Frank Dumon

Introduction – La fin d'une époque historique ?

En 2026, la Déclaration d'indépendance américaine célèbre son 250e anniversaire. Ce qui aurait pu être une occasion de réflexion nationale a conduit le colonel américain à la retraite Douglas Macgregor à proposer une analyse particulièrement sévère de l'état de son pays. Dans un long entretien avec Cyrus Janssen, il aborde non seulement la guerre contre l'Iran, mais aussi les problèmes structurels de la république américaine, le pouvoir des donateurs politiques, la guerre en Ukraine, l'avenir de la Russie, l'essor économique de la Chine et la possibilité d'une grave crise financière en 2027. Sa thèse centrale est que Washington s'est engagé dans une lutte visant à restaurer un ordre mondial qui n'existe plus. Selon Macgregor, les États-Unis souhaitent revenir au contexte géopolitique de 1991, lorsque l'effondrement de l'Union soviétique avait donné l'impression que la suprématie militaire et économique américaine était devenue incontestable.

Mais le monde de 2026 n'est pas celui de 1991.

D'autres puissances économiques et militaires ont émergé. La dette nationale américaine a considérablement augmenté. La supériorité des capacités de production industrielle américaines ne va plus de soi. En outre, la dépendance internationale à l'égard des matières premières et des chaînes d'approvisionnement technologiques révèle les limites de la puissance américaine. Macgregor soulève donc une question fondamentale : combien de temps un pays peut-il encore rechercher l'hégémonie mondiale lorsqu'il ne dispose plus des ressources financières, industrielles et militaires nécessaires pour la maintenir ?

La guerre contre l'Iran – Washington pris à son propre piège

Selon Macgregor, Washington se trouve engagé dans une guerre dont il peine à trouver une issue politiquement acceptable. À ses yeux, les attentes initiales concernant les capacités militaires américaines se sont révélées incompatibles avec la réalité. L'Iran est un vaste pays d'environ quatre-vingt-dix millions d'habitants, doté de sa propre infrastructure industrielle, d'une longue histoire et d'une situation géographique qui rendrait particulièrement difficile toute occupation militaire étrangère.

Macgregor estime que les États-Unis sont insuffisamment préparés à une confrontation prolongée de cette ampleur. Il évoque la consommation exceptionnellement élevée de missiles américains de défense antiaérienne. Son affirmation précise selon laquelle l'équivalent de dix-neuf années de production aurait été épuisé en sept mois nécessite une confirmation indépendante, mais la question sous-jacente est pertinente : l'industrie américaine de défense peut-elle continuer à soutenir simultanément ses engagements militaires dans plusieurs régions du monde ?

Selon lui, les États-Unis ne peuvent pas dominer militairement, en même temps, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Europe, l'Asie centrale et le Pacifique. Il en conclut que Washington devra finalement réduire sa présence militaire dans de vastes régions du monde.

Huit mille milliards de dollars – La folie économique de la guerre permanente

La critique de Macgregor concernant les conséquences financières de la politique de guerre américaine est étayée par des recherches universitaires indépendantes. Le projet de recherche **Costs of War** de l'université Brown a calculé en 2021 que les guerres américaines menées après le 11 septembre 2001 avaient engendré environ huit mille milliards de dollars de dépenses et d'engagements financiers.

8 000 000 000 000 dollars : *Estimation des coûts et engagements américains liés aux guerres de l'après-11-Septembre, selon l'université Brown en 2021.* Ce montant comprend notamment les dépenses militaires, les intérêts de la dette, les dépenses de sécurité intérieure et les soins futurs aux anciens combattants. Source : Université Brown – Costs of War. Macgregor s'interroge sur les résultats durables obtenus en contrepartie de ces dépenses colossales.

Les ressources financières consacrées à la guerre auraient également pu être investies dans l'éducation, la santé, les infrastructures, le développement industriel et la sécurité sociale. Toutefois, les conséquences ne sont pas exclusivement financières. En dehors des États-Unis, des sociétés ont été bouleversées, des familles déchirées et des régions entières confrontées à une instabilité politique et économique prolongée. La question de la responsabilité de ces conséquences mérite au moins autant d'attention que le débat sur les capacités militaires américaines.

La dépendance industrielle à l'égard de la Chine

L'un des aspects les plus importants de l'entretien concerne la dépendance des États-Unis à l'égard du traitement des matières premières en Chine. L'électronique moderne, les systèmes de communication, les satellites et les technologies de défense nécessitent des matériaux spécialisés et des chaînes d'approvisionnement industrielles complexes. L'Agence internationale de l'énergie confirme la position exceptionnelle de la Chine dans le secteur des terres rares.

Part de la Chine dans la chaîne d'approvisionnement mondiale – 2024

Étape de la chaîne d'approvisionnement	Part
Extraction des terres rares utilisées dans les aimants	60%
Raffinage de ces terres rares	91%
Production d'aimants permanents frittés	94%

Source : Agence internationale de l'énergie – Terres rares.

Cela apporte un soutien important à l'argument de Macgregor. La puissance militaire repose non seulement sur les budgets de défense, mais aussi sur les capacités industrielles, le savoir-faire technologique et la fiabilité des chaînes d'approvisionnement. Un pays ne peut entrer en confrontation avec une autre grande puissance dont il dépend pour des chaînes d'approvisionnement essentielles sans encourir des risques économiques considérables.

Électeurs ou donateurs – Qui détermine la politique américaine ?



Macgregor considère que la distinction entre républicains et démocrates dans certains domaines politiques fondamentaux est largement fictive. Les gouvernements changent, les présidents sont remplacés et les membres du Congrès perdent leur mandat. Pourtant, selon lui, l'influence des grandes entreprises, des milliardaires, des intérêts financiers et des organisations de lobbying demeure largement intacte.

Il résume sa critique en ces termes : **Aux États-Unis, ce ne sont pas les électeurs qui remportent les élections, mais les donateurs.**

Aux États-Unis, ce ne sont pas les électeurs qui gagnent les élections, mais les donateurs. Cette affirmation relève d'un jugement politique, mais la préoccupation sous-jacente concernant l'inégalité d'influence des élites économiques a fait l'objet de recherches universitaires. En 2014, les politologues américains Martin Gilens et Benjamin Page ont publié une étude portant sur 1 779 questions de politique publique. Ils ont conclu que les élites économiques et les intérêts organisés des entreprises exerçaient une influence indépendante considérable sur la politique du gouvernement américain, tandis que celle des citoyens ordinaires était beaucoup plus limitée. La question démocratique ne consiste donc pas simplement à savoir qui remporte les élections, mais surtout quels intérêts sont servis après celles-ci.

Le lobby israélien et le pouvoir des donateurs politiques

Macgregor insiste particulièrement sur l'influence des organisations de lobbying pro-israéliennes et des milliardaires sur la politique étrangère américaine. Selon lui, cette influence explique pourquoi les responsables politiques républicains comme démocrates continuent de soutenir l'engagement militaire américain aux côtés d'Israël, même lorsque cet engagement est, à ses yeux, contraire aux intérêts nationaux des États-Unis. L'influence financière de ces organisations peut être examinée concrètement à partir des données de la Commission électorale fédérale américaine (FEC). Les chiffres officiels du cycle électoral 2023–2024 sont révélateurs.

Financement des campagnes électorales américaines 2023–2024 – Dépenses indépendantes déclarées

Catégorie	Millions de dollars américains
Super PACs	2 723,8
Comités politiques hybrides	1 372,3
Comités de partis politiques	177,5
Autres personnes et organisations	86
Autres PAC	66,9
Total (arrondi)	4,43 milliards de dollars

Source : Commission électorale fédérale.



Le United Democracy Project constitue un exemple concret de financement politique pro-israélien. Selon les chiffres de la FEC cités précédemment, cette organisation a déclaré plus de 85 millions de dollars de dépenses entre le 1er janvier 2025 et le 14 octobre 2026, dont environ 53,6 millions de dollars de dépenses électorales indépendantes. Consultez le dossier de la FEC pour les données originales. De telles sommes justifient un débat public sur le pouvoir des organisations de lobbying politique.

Qui finance les candidats ? Quelles positions politiques sont récompensées financièrement ? Quels responsables politiques sont pris pour cible par de coûteuses campagnes électorales ? Quels intérêts priment lorsque le Congrès décide de l'aide militaire et des interventions étrangères ? Ce sont des questions concrètes qui peuvent faire l'objet d'enquêtes.

L'influence des organisations pro-israéliennes telles que l'AIPAC doit pouvoir être soumise au même examen critique que celle de l'industrie américaine de l'armement, des entreprises pharmaceutiques, des sociétés technologiques, des groupes énergétiques et des institutions financières. L'accusation plus générale de Macgregor, selon laquelle des milliardaires sionistes contrôlent l'ensemble du système politique américain, n'est pas démontrée en soi par ces données financières, mais constitue néanmoins un fait.

La république américaine – La fin d'un cycle de 250 ans ?

L'un des passages les plus importants de l'entretien concerne le jugement de Macgregor sur l'ordre constitutionnel américain. Il considère la république actuelle comme un système politique qui n'est plus capable de réaliser des transformations sociales fondamentales. La Constitution américaine a été rédigée en 1787 pour une société qui différait de celle des États-Unis actuels à presque tous égards.

Macgregor estime que le cadre institutionnel n'a pas suffisamment évolué pour résoudre les problèmes de la société américaine contemporaine. Les élections se succèdent, mais selon lui, les rapports de force structurels évoluent peu. Il préconise donc ce qu'il appelle une **Deuxième République américaine** : une refonte fondamentale des institutions politiques. Sa référence à la fin d'un cycle de 250 ans ne représente peut-être pas une loi historique scientifiquement établie, mais constitue une interprétation forte de la crise américaine actuelle. La question qui en découle est particulièrement pertinente : les institutions politiques existantes peuvent-elles se réformer elles-mêmes lorsque les intérêts qui en bénéficient disposent également de moyens considérables pour entraver les réformes ?

L'avenir du Moyen-Orient – L'Iran et la Turquie

Macgregor considère le déclin de l'influence américaine au Moyen-Orient comme un élément d'une régionalisation plus large de la politique mondiale. Selon lui, l'Iran et la Turquie joueront un rôle croissant dans les rapports de force régionaux. Ces deux pays disposent d'une population importante, d'une longue histoire étatique et d'intérêts économiques et stratégiques majeurs.

Macgregor s'attend à ce que les États-Unis ne soient finalement plus en mesure d'orienter à leur guise les évolutions politiques de la région. Il doute également de la pérennité des structures de sécurité actuelles autour des États du Golfe et d'Israël. Ses prédictions les plus radicales concernant la disparition d'États et la destruction totale des infrastructures militaires américaines sont réalistes.

Ukraine – Une guerre sans issue diplomatique crédible

Il accorde peu de crédit aux initiatives diplomatiques du gouvernement américain et accuse Washington d'envoyer des messages contradictoires. D'une part, des pourparlers de paix sont organisés. D'autre part, selon lui, les structures militaires et de renseignement américaines et européennes continuent de participer à l'effort de guerre ukrainien. Macgregor considère cette contradiction comme un obstacle majeur aux négociations.

Il affirme en outre que les services de renseignement américains, britanniques et israéliens coopèrent étroitement dans certaines opérations ukrainiennes. Toutefois, leur implication précise dans les incidents particuliers qu'il évoque n'est pas établie dans l'entretien par une documentation vérifiable. Sa critique plus générale porte sur le risque qu'une guerre impliquant indirectement plusieurs grandes puissances

finisse par se transformer en un conflit militaire direct.

Kaliningrad – Le danger d'une escalade européenne

Macgregor accorde une attention particulière à Kaliningrad, autrefois Königsberg en Prusse-Orientale. Le contexte historique de ce territoire est essentiel pour comprendre son importance stratégique actuelle. Après la Seconde Guerre mondiale, la partie septentrionale de la Prusse-Orientale est passée sous administration soviétique. Kaliningrad fait aujourd'hui partie de la Fédération de Russie. Une confrontation militaire autour de ce territoire ne constituerait donc pas simplement une extension de la guerre en Ukraine, mais accroîtrait le risque d'un conflit direct entre la Russie et les pays de l'OTAN.

Macgregor avertit que les déclarations relatives à d'éventuelles opérations militaires contre Kaliningrad ne tiennent pas suffisamment compte de ces conséquences. Sa préoccupation porte sur la possibilité que les déclarations politiques, les préparatifs militaires et les provocations mutuelles créent une dynamique qui finisse par devenir difficile à maîtriser. Pour la population européenne, la question fondamentale est de savoir quels avantages en matière de sécurité justifieraient de tels risques d'escalade.

Russie – Poutine fait-il preuve de trop de retenue



Il est remarquable que Macgregor ne limite pas ses critiques à Washington et à Bruxelles. Il porte également un regard

critique sur les dirigeants politiques russes. Selon lui, la Russie n'est nullement un pays au bord de l'effondrement, comme le suggèrent régulièrement les analyses occidentales. Il estime au contraire qu'une partie de la population russe éprouve une frustration croissante face à la durée de la guerre et à la stratégie militaire du président Poutine, qu'il juge trop empreinte de retenue.

Macgregor n'exclut même pas que la Russie puisse être confrontée à une question de succession politique en 2027. Il avertit l'Occident qu'un éventuel successeur de Poutine ne serait pas nécessairement plus conciliant. Au contraire, il estime que de nouveaux dirigeants russes pourraient être moins disposés à tenir compte des positions occidentales. Cette prédiction mérite attention, mais ne peut être considérée comme un scénario futur prédéterminé. Son accusation précise selon laquelle l'ancien ministre de la Défense Sergueï Choïgou aurait été condamné à 25 ans de prison n'a pas non plus été confirmée ici de manière indépendante. Elle ne devrait donc pas être publiée comme un fait sans documentation supplémentaire.

Chine – La grande puissance économique du XXIe siècle

Macgregor replace le développement de la Chine dans une perspective historique. Selon lui, les gouvernements chinois ont assumé au fil des siècles deux responsabilités fondamentales : protéger le pays contre les ennemis extérieurs et garantir un approvisionnement alimentaire suffisant à la population. Il reconnaît que les dirigeants chinois actuels ont obtenu des résultats significatifs dans ces deux domaines. À ses yeux, l'ampleur du développement industriel de la Chine, ses infrastructures, ses progrès technologiques et ses relations commerciales internationales en font une grande puissance économique dont les États-Unis doivent tenir compte.

La question n'est plus de savoir si Washington peut empêcher cette évolution, mais comment les deux pays y feront face. Selon Macgregor, une confrontation économique et militaire permanente nuirait aux intérêts des deux populations. Il propose comme alternative une coopération pragmatique, dans laquelle la concurrence dans certains domaines n'implique pas automatiquement une hostilité dans tous les autres. Il rejette ainsi l'idée que les relations internationales ne puissent s'organiser qu'autour d'alliances militaires permanentes et d'ennemis irréconciliables.

Taïwan, la Corée et la mer de Chine méridionale

Macgregor estime que l'interdépendance économique entre Taïwan et la Chine continentale constitue un frein important à une confrontation militaire. Il est convaincu que Pékin n'a aucun intérêt à mener une guerre qui pourrait gravement perturber le développement économique de la Chine. Il considère également la présence militaire américaine en Corée du Sud et au Japon comme un vestige d'un ordre international qui a profondément changé.

Concernant la mer de Chine méridionale, il souligne la crainte chinoise d'un éventuel blocus des routes commerciales stratégiques. Du point de vue vietnamien, il convient également de tenir compte de la souveraineté et des droits maritimes des autres pays de la région. Un monde multipolaire ne peut fonctionner durablement que si les intérêts des grandes puissances, mais aussi les droits des États de petite et moyenne taille, sont respectés. Remplacer l'hégémonie américaine par une autre forme d'hégémonie ne résoudrait pas le problème fondamental.

APEC Shenzhen 2026 – Un ordre mondial en mutation

Le sommet de l'APEC de novembre 2026 à Shenzhen occupe une place importante dans l'entretien entre Macgregor et Janssen. Janssen affirme avoir été présent à Shenzhen et décrit le climat de confiance dans lequel la Chine a organisé cette rencontre internationale. Macgregor interprète ce sommet comme une illustration du déclin de l'influence géopolitique américaine.

Selon lui, la Russie et la Chine ont de solides intérêts communs. La Russie possède d'immenses ressources naturelles, tandis que la Chine dispose de capacités de production industrielle exceptionnelles. Les dates précédemment mentionnées de la réunion (les 18 et 19 novembre 2026) et de la déclaration (le 21 novembre) doivent être vérifiées avant publication à partir des déclarations officielles de l'APEC. Les domaines de travail abordés sont les suivants :

- Commerce et investissements.
- Connectivité internationale.
- Innovation.
- Croissance économique.

Pour le Vietnam, cette rencontre revêt une importance particulière. En 2027, le Vietnam assumera la présidence de l'APEC, et Phú Quốc est prévue pour accueillir la réunion des dirigeants économiques. Cela illustre l'importance internationale croissante du Vietnam dans le développement économique de l'Asie.

Intelligence artificielle – Concurrence ou coopération ?

La discussion sur l'intelligence artificielle et NVIDIA conduit Macgregor à aborder un autre problème fondamental de l'économie américaine. Il s'interroge sur les investissements colossaux dans l'intelligence artificielle, les centres de données et les infrastructures technologiques. Selon lui, les marchés financiers risquent de créer des attentes qui ne correspondent pas suffisamment aux retombées économiques finales. Dans le même temps, il reconnaît que l'interdépendance technologique entre la Chine et les États-Unis rend la coopération nécessaire.

Selon Macgregor, la controverse autour du directeur général de NVIDIA, Jensen Huang, évoquée dans l'entretien, illustre ce point. Sa reconduction dans ses fonctions le 23 novembre 2026 et les enquêtes associées, mentionnées dans la version précédente, n'ont pas été confirmées ici de manière indépendante ; consultez les communications officielles de NVIDIA. Macgregor considère le retour qu'il évoque comme une évolution positive. Toutefois, les accusations plus poussées formulées dans l'entretien au sujet d'une tentative organisée de prise de contrôle de NVIDIA par des milliardaires sionistes ne sont pas étayées par des preuves concluantes. L'enjeu géopolitique essentiel demeure le rapport entre concurrence technologique, sécurité nationale, commerce international et coopération économique.

Israël est-il réellement un allié des États-Unis ?

Macgregor remet fondamentalement en question la relation traditionnelle des États-Unis avec Israël. Selon lui, Washington devrait évaluer ses relations extérieures à partir des intérêts stratégiques concrets du peuple américain, plutôt que sur la base de loyautés politiques permanentes. Il rejette une vision du monde dans laquelle les pays sont considérés comme des alliés ou des ennemis pour toujours. Les intérêts internationaux évoluent. Des pays peuvent coopérer dans un domaine et être concurrents dans un autre.

Cette approche soulève des questions fondamentales sur l'engagement américain au Moyen-Orient. Dans quelle mesure les interventions militaires américaines servent-elles la sécurité et la prospérité du peuple américain ? Quelle influence exercent les gouvernements étrangers et les organisations nationales de lobbying ? Qui supporte les conséquences financières et humaines de ces décisions ? Répondre à ces questions exige de la transparence concernant le financement politique, la coopération militaire et la prise de décision au sein du Congrès américain.

Europe – La distance entre les citoyens et le pouvoir politique



Macgregor se montre également particulièrement critique à l'égard des institutions politiques européennes. Selon lui, l'écart se creuse entre la politique étrangère des gouvernements européens et les attentes de leurs populations. La légitimité démocratique de l'Union européenne mérite donc un débat distinct. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage direct. En revanche, le président de la Commission européenne n'est pas élu directement par la population européenne, mais selon une procédure impliquant les dirigeants des gouvernements nationaux et le Parlement européen.

L'existence formelle de procédures démocratiques ne répond pas automatiquement à toutes les questions concernant l'influence réelle des citoyens. La transparence de la prise de décision, l'influence des organisations de lobbying, la politique étrangère et la possibilité de modifier démocratiquement les décisions politiques méritent toutes un examen critique. Il convient également de distinguer l'Union européenne de ses différents États membres, qui disposent chacun de leurs propres institutions démocratiques et élections. La critique de Macgregor peut se résumer à une interrogation sur la véritable signification de la souveraineté populaire au sein de structures politiques toujours plus complexes.

2027 – L'année de l'effondrement financier ?

Dans la dernière partie de l'entretien, Macgregor formule sa prédiction la plus radicale. Il estime que 2027 pourrait marquer le début d'une grave crise financière touchant à la fois les États-Unis et l'Europe. Il évoque la hausse des dettes publiques, les marchés obligataires, l'inflation, la vulnérabilité des marchés financiers et des fondamentaux économiques qu'il juge insuffisamment solides. Pour la France, il

prévoit même un éventuel défaut de paiement qui, dans son scénario, pourrait déboucher sur une crise existentielle de l'Union européenne.

Selon lui, le Japon se trouve également dans une situation financière particulièrement vulnérable. Macgregor s'attend à ce que de tels problèmes économiques intérieurs finissent par mettre un terme à la capacité des États-Unis de financer des opérations militaires partout dans le monde. Son raisonnement est clair : lorsque les ressources financières font défaut, la présence militaire à l'étranger doit être réduite. La survenue effective d'une telle crise en 2027 reste incertaine. Il est impossible de prévoir avec fiabilité le moment précis et l'ampleur des crises financières. À la fin de l'entretien, Macgregor reconnaît lui-même que personne ne possède les dons prophétiques de Nostradamus.

Vietnam – Le coût humain de l'hégémonie américaine


A loving Vietnamese mother takes care of her son: one of the many victims of American Agent Orange

Les souffrances du peuple vietnamien furent immenses. Malgré les destructions extraordinaires, le peuple vietnamien a reconstruit son pays, renforcé son économie et développé des relations diplomatiques avec ses anciens adversaires. La coopération concrète avec les États-Unis dans l'élimination des munitions non explosées et la dépollution des sites contaminés par la dioxine mérite d'être reconnue. Toutefois, la réconciliation ne doit jamais devenir synonyme d'amnésie historique.

Entre 1961 et 1971, les États-Unis ont mené au Vietnam une campagne de défoliation chimique de grande ampleur. Des dizaines de millions de litres d'herbicides ont été répandus, notamment de l'agent orange contaminé par la dioxine. Selon les estimations vietnamiennes, des millions de personnes y ont été exposées et environ trois millions souffrent de problèmes de santé attribués à l'agent orange.

Le peuple vietnamien n'a pas traversé l'océan Pacifique pour envahir la Californie. Il n'a pas bombardé Washington ni contaminé les terres agricoles américaines avec des défoliants chimiques. L'immense fardeau des destructions a été supporté par le Vietnam et son peuple. Pourtant, la guerre américaine n'a pas véritablement pris fin avec la réunification nationale du 30 avril 1975.

À lire également sur De Jakobijn, dans le cadre du livre « The Price Of Illusion », que j'écris depuis Hanoï avec ma coautrice et épouse Kiều Bích Hậu:



tnamien (en vietnamien)
n)
nam

Une analyse de la politique étrangère américaine serait incomplète sans accorder une attention aux victimes des guerres menées au nom de la liberté, de la démocratie et de la sécurité nationale. Le Vietnam en constitue l'un des exemples historiques les plus poignants. Les Archives nationales américaines recensent **58 220 militaires américains morts pendant**

la guerre du Vietnam. Le peuple vietnamien a perdu des millions de vies.

Les conséquences humaines ne se limitent pas aux années de guerre. Plus d'un demi-siècle après la réunification nationale, les familles vietnamiennes restent confrontées aux conséquences de l'agent orange, aux munitions de guerre non explosées et à l'incertitude concernant leurs proches disparus. À Quảng Trị, le travail humanitaire d'organisations telles que Project RENEW demeure un rappel tangible de cette histoire inachevée.

Malgré les destructions, le peuple vietnamien a reconstruit son pays. Il a préservé son indépendance, développé son économie, élargi ses relations internationales et même recherché la coopération avec ses anciens ennemis. Cette volonté de réconciliation mérite le respect, mais ne doit pas signifier l'oubli de la responsabilité historique de la guerre. Les guerres de l'après-11-Septembre ont également eu des conséquences humaines extraordinairement graves.

Selon l'université Brown, le nombre total estimé de morts directes et indirectes dans les zones de guerre étudiées s'élève à au moins 4,5 à 4,7 millions. Plus de 38 millions de personnes ont été déplacées. Ces chiffres comprennent les victimes des différentes parties belligérantes et les conséquences indirectes telles que les maladies, la malnutrition et la destruction d'infrastructures essentielles. Derrière chaque statistique se cache une vie humaine. La question fondamentale n'est donc pas simplement de savoir quelle puissance militaire possède un pays, mais quelle responsabilité il assume quant aux conséquences de l'exercice de cette puissance.

Conclusion – De l'hégémonie à la coexistence pacifique

L'entretien entre Douglas Macgregor et Cyrus Janssen propose une interprétation particulièrement critique des rapports de force internationaux actuels. Macgregor considère la politique de guerre américaine, l'influence des élites économiques, la dépendance industrielle à l'égard de la Chine et la vulnérabilité financière de l'Occident comme des problèmes interdépendants. Selon lui, les États-Unis sont confrontés à un choix historique : s'accrocher à leur quête de suprématie mondiale ou accepter leur place dans un monde multipolaire.

Ses prédictions concernant l'avenir de l'Amérique, de l'Europe, de la Russie et du Moyen-Orient devront être confrontées aux événements ultérieurs. Toutefois, les questions qu'il soulève sur la responsabilité des dirigeants politiques, l'influence de l'argent sur les institutions démocratiques et les conséquences humaines de la guerre méritent un débat public sérieux. Pour des pays comme le Vietnam, la

souveraineté nationale revêt une signification qui dépasse largement la théorie géopolitique. Elle a été acquise au prix d'un terrible sacrifice humain.

Un ordre mondial pacifique exige qu'aucune grande puissance ne s'arroge le droit d'imposer par la force militaire son modèle politique, économique ou social à d'autres peuples.

Sources et documentation complémentaire

- Cyrus Janssen – Entretien avec Douglas Macgregor – Source primaire, environ 42 minutes.
- Gilens & Page – Testing Theories of American Politics – Influence des élites économiques.
- Commission électorale fédérale – Financement des campagnes électorales américaines.
- United Democracy Project – FEC – Financement politique pro-israélien.
- Université Brown – Costs of War – Coûts humains et financiers de la guerre.
- Agence internationale de l'énergie – Terres rares – Traitement des matières premières en Chine.
- APEC – Déclarations des dirigeants – Coopération économique.
- NVIDIA – Relations avec les investisseurs – Communications officielles de l'entreprise.
- Archives nationales américaines – Guerre du Vietnam.
- Project RENEW – Travail humanitaire au Vietnam.